

Armes chimiques : encore plus d'actualité que jamais!

Autor(en): **C.N.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **36 (1989)**

Heft 5

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-367718>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

zichts chemischer Kampfstoffe in der chemischen Industrie strikte abgelehnt. Die Angst vor Werksspionage mag hier der Hauptgrund sein.

- Die USA will bis zum 30. April 1997 ihre 30–40 000 Tonnen «C-Schrott» mit einem Kostenaufwand von etwa 2–3 Mia. Dollar vernichten. Um riskante Transporte mit der lädierten Munition auf ein Minimum zu beschränken, ist die endgültige Entsorgung durch Verbrennung bei Temperaturen von 1270–1500°C an 8 verschiedenen Stellen in der USA geplant. Dagegen wehren sich aber bereits die Menschen an den vorgesehenen Standorten, weshalb mit einer jahrelangen Verzögerung gerechnet werden muss.

Fazit: in den nächsten 10–20 Jahren muss man mit der Existenz von C-Waffen rechnen!

C-Schutzausbildung nicht vernachlässigen

In einem anschliessenden Übungsblock hatten die Teilnehmer Gelegenheit, anhand zweier Szenarien ihre eigene Lagebeurteilung vorzunehmen. Unter Anleitung der AC-Instruktoren des Ausbildungszentrums wurden in den Arbeitsgruppen vertiefte Diskussionen geführt und viele offene Fragen geklärt. Aus der abschliessenden Präsentation verschiedener Lösungen können schwerpunktmässig folgende Erkenntnisse gezogen werden:

- Der Ausbildung im AC-Schutz ist auf allen Stufen vermehrt Rechnung zu tragen;
- Insbesondere ist in den Stäben die Beurteilung der Auswirkungen von C-Lagen auf die entsprechenden Leitungen und Formationen zu üben;
- Die neueingeführten C-Schutzstufen zeigen sich als taugliche Führungsmittel;
- Die Beschaffung des Ortsfunks als Informations- und Führungsmittel vor allem bei C-Lagen ist zu beschleunigen. ▣



Intérêt manifeste de la part des commandants de protection civile venus des quatre coins de la Confédération.

Journée d'information réservée aux chefs de la protection civile responsables de la tactique à Spiez

Armes chimiques: encore plus d'actualité que jamais!

C.N. L'idée d'organiser à l'attention des chefs locaux, des chefs de secteur et de leurs suppléants une journée d'information et d'instruction principalement centrée sur la protection C est née en 1986 au sein du Comité central de l'Association professionnelle suisse de la protection civile des villes. Les premières rumeurs circulaient alors sur la probable utilisation d'armes chimiques en Afghanistan. Cette idée trouva encore plus d'audience lorsque les médias firent pour la première fois état de l'utilisation d'armes chimiques dans la guerre du Golfe et que l'on montra à l'opinion publique mondiale les premières images insoutenables des morts et des blessés défigurés.

Pour une fois, ce n'était pas des spécialistes AC, mais près de 120 chefs locaux et de secteurs, responsables de la tactique, venus de villes situées aux quatre coins de la Suisse, qui voulaient s'informer le mardi 21 mars 1989 au Centre d'instruction de Spiez. Et il y a fort à parier que ceux qui étaient venus entendre un bilan positif sur le désarmement et la destruction des armes chimiques à travers la planète furent amèrement déçus de ce que leur dirent les experts réunis à cette occasion.

Objectif de la journée d'études

Comme l'ont souligné lors de leur allocation de bienvenue Hansueli Locher, chef local de Winterthour, et son collè-

gue romand Claude Bersier, chef local de Fribourg, l'objectif premier des organisateurs était de donner aux participants une image réaliste de la menace chimique aujourd'hui et à l'avenir. Pour garantir une étude sérieuse de ce sujet par un expert, ils parvinrent à convier le commandant du Centre d'instruction AC Spiez, le colonel EMG M. Hostettler, à prendre la parole.

Voici un résumé la teneur de ses intéressantes explications:

Menace chimique aujourd'hui et demain

Il faut tenir pour acquis que les grandes puissances disposent toujours d'un important stock d'armes chimiques.

NEUKOM

Mobilier für Zivilschutzanlagen und Militärunterkünfte

Beratung – Planung – Ausführung

H. Neukom AG
8340 Hinwil-Hadlikon
Telefon 01/938 01 01

Ainsi, l'Union Soviétique possède selon ses propres indications plus de 50 000 tonnes d'agents chimiques de combat, tels que les nervins et les vésicants, et prétend disposer là de quantités égales à celles que possèdent les USA. Les experts militaires estiment cependant que ces déclarations ne correspondent grosso modo qu'à la moitié de la vérité.

Les armes chimiques peuvent être fabriquées en engageant des moyens relativement limités, il est difficile d'en vérifier la production et c'est pourquoi les pays du tiers-monde sont de plus en plus nombreux à en posséder.

Au cours de la guerre du Golfe a eu lieu – au mépris de l'interdiction découlant de la Convention de Genève – l'utilisation la plus massive d'armes chimiques depuis la première guerre mondiale. Seul résultat: après un bref moment de stupeur, l'opinion mondiale est passée à l'ordre du jour.

On peut toutefois considérer comme un premier pas positif le fait que les responsables politiques aient tout de même décidé de mettre sur pied à Genève une conférence du désarmement. Il est néanmoins exclu que l'on parvienne dans les prochaines années à un accord ou à la ratification d'un traité par le nombre requis de 60 nations. Les faits suivants sont malheureusement là pour étayer ce pessimisme:

- L'ensemble des munitions C des USA ainsi que celles de l'URSS sont à ce point désuètes qu'il n'est plus possible de les utiliser avec les armements modernes. Mais comme nul ne l'ignore, les grandes puissances ne sont prêtes à faire des concessions que si elles peuvent négocier en position de force. C'est ce qui a poussé le gouvernement des USA à accélérer encore la mise au point et la production d'armes chimiques de pointe. Son budget comprend notamment 1,2 millions de grenades, dont 100 000 sont déjà produites, ainsi qu'un nombre inconnu de bombes et de têtes offensives. Aucune indication du côté de l'Union Soviétique.
- Plusieurs petits états, notamment du tiers-monde, se défient des grandes puissances et ne sont de ce fait pas

disposés à renoncer à l'«arme du pauvre».

- Les participants à la conférence sont d'accord pour faire état des quantités, des lieux de stockage et des infrastructures de production et pour contrôler mutuellement sur place une destruction de ces armes dans un délai de 10 ans. En revanche, ils refusent catégoriquement de contrôler que l'industrie chimique renonce à fabriquer des agents chimiques de combat. La raison principale de ce refus pourrait être la crainte de l'espionnage industriel.
- Les USA ont l'intention de détruire d'ici au 30 avril 1997 leurs 30 000 à 40 000 tonnes d'armes chimiques surannées en investissant environ 2 à 3 milliards de dollars. Pour réduire au minimum les risques que présente le transport de munitions chargées, on a prévu l'élimination définitive par combustion à des températures allant de 1270 à 1500 degrés Celsius en 8 lieux des USA. Toutefois, les gens qui habitent dans les localités concernées s'opposent déjà à ce projet, ce qui laisse présager un report de plusieurs années.

Conclusion: il faut savoir que les armes chimiques continueront d'exister dans les 10–20 années à venir!

Ne pas négliger l'instruction relative aux armes chimiques

Dans une série d'exercices suivant l'exposé, les participants eurent l'occasion de procéder à leur propre appréciation en s'appuyant sur deux scénarios. Sous la houlette des instructeurs AC du Centre d'instruction, des discussions approfondies ont eu lieu au sein des groupes de travail, où un grand nombre de questions restées ouvertes ont également trouvé réponse. De la présentation de plusieurs solutions faite en conclusion de cette journée, on tirera principalement les enseignements suivants:

- il faut accorder une plus grande attention à l'instruction relative à la protection AC et ce, à tous les niveaux;
- les états-majors s'attacheront particulièrement à s'entraîner à l'appréciation des retombées des situations C sur les directions et les formations concernées;
- les nouvelles mesures de protection C s'avèrent constituer des moyens de conduite valables;
- il convient d'accélérer l'acquisition de la radio locale, car c'est un moyen d'information et de conduite particulièrement probant en cas d'agression chimique. ▣

Giornata informativa a Spiez per capi tattici della protezione civile

Armi chimiche: un problema più che mai d'attualità!

C.N. L'idea di organizzare una giornata informativa e di istruzione per capi locali, capi settore e loro sostituti, imperniata sulla tematica della protezione chimica, nacque nel 1986 in seno alla presidenza dell'Associazione svizzera della PCi delle città, quando si diffusero le prime voci di un presunto impiego di armi chimiche nell'Afghanistan. Tale idea si rafforzò successivamente nel 1987, in concomitanza con le notizie diramate dai mezzi d'informazione sul ricorso alle armi batteriologiche nella guerra del Golfo, che costrinsero per la prima volta l'opinione pubblica ad assistere alle orrende immagini di strazianti corpi privi di vita e di feriti.

Martedì, 21 marzo 1989, il Centro d'istruzione AC di Spiez non ha dunque accolto specialisti AC, bensì circa 120 capi tattici di città di tutto il paese, tra i quali molti giunti nella speranza di poter ascoltare un bilancio positivo sul disarmo mondiale rispettivamente sulla distruzione di tutti gli armamenti chimici, speranza che voci competenti hanno purtroppo amaramente deluso.

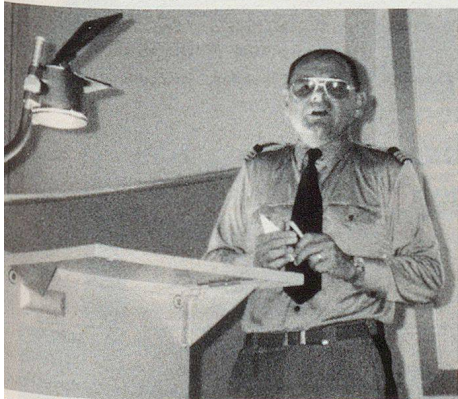
Obiettivo del seminario

Come hanno sottolineato nel loro saluto di benvenuto Hansueli Locher, capo locale di Winterthur, e il suo collega romando Claude Bersier, capo locale di Friburgo, i promotori si prefiggevano essenzialmente di fornire ai partecipanti un quadro realistico della minaccia C oggi e in futuro. Relatore competente su questa problematica è stato il col. M. Hostettler, comandante del Centro d'istruzione AC di Spiez. Ne riassumiamo brevemente di seguito l'interessante esposizione.

La minaccia C oggi e in futuro

Occorre basarsi sulla realtà che le armi chimiche sono tuttora presenti in grandi quantitativi presso entrambe le grandi potenze.

Secondo sue dichiarazioni, l'Unione Sovietica dispone di 50 000 tonnellate di aggressivi chimici bellici, sotto forma di gas nervini e tossici cutanei, un quantitativo che – sempre secondo Mosca – equivarrebbe a quello detenuto dagli Stati Uniti, quantunque esperti



L'oratore, le colonel EMG M. Hostettler, comandante du Centre d'instruction AC Spiez.